



Climat : les Etats peinent à se mobiliser, les industriels en appellent l'économie biosourcée



COP24 · KATOWICE 2018
UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

Trois ans après l'Accord de Paris, la COP 24 qui s'est réunie à Katowice en Pologne a abouti à un manuel d'application (en anglais, le « rulebook ») de cet accord. Cependant, un bon nombre de participants à cette COP sont plutôt déçus par le manque d'ambition des Etats pour lutter contre le changement climatique, malgré le récent rapport alarmant du GIEC sur les conditions contraignantes pour parvenir à une augmentation de 1,5°C des températures.

Notons que l'initiative « 4 pour 1000 », qui vise à augmenter la teneur des sols en matières organique pour stocker du carbone, a tenu à Katowice le 13 décembre une journée consacrée à cette thématique.

Le Comité 21 a organisé un « débriefing » de la COP24 le lundi 17 décembre 2018 à Paris: « L'accord trouvé à Katowice est-il à la hauteur des enjeux climatiques ? ». Le bilan était plutôt morose, mais certains points positifs ont été soulignés, et en particulier le rapport « Mission possible » récemment publié de la Commission pour la transition énergétique, qui rassemble des représentants de l'industrie lourde. En effet, les signataires de ce rapport considèrent que « la neutralité carbone dans les secteurs de l'industrie lourde et les transports lourds est techniquement atteignable et financièrement possible d'ici 2050 dans les pays développés – 2060 dans les économies en développement – et pourraient coûter moins de 0,5% du PIB mondial ».

Point particulièrement intéressant pour les secteurs de l'agriculture et de la forêt, ce rapport considère que « la bioénergie et les matières premières biologiques seront requises dans plusieurs secteurs (...) et leur utilisation devra se concentrer dans les secteurs prioritaires, où les alternatives sont moins disponibles ou plus coûteuses, à l'instar des carburants pour le transport aérien et des matières premières pour la production du plastique ». Ce rapport encourage également le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire. Ces éléments ne peuvent qu'encourager les acteurs du mondagricole et forestier à s'engager dans la bioéconomie.